

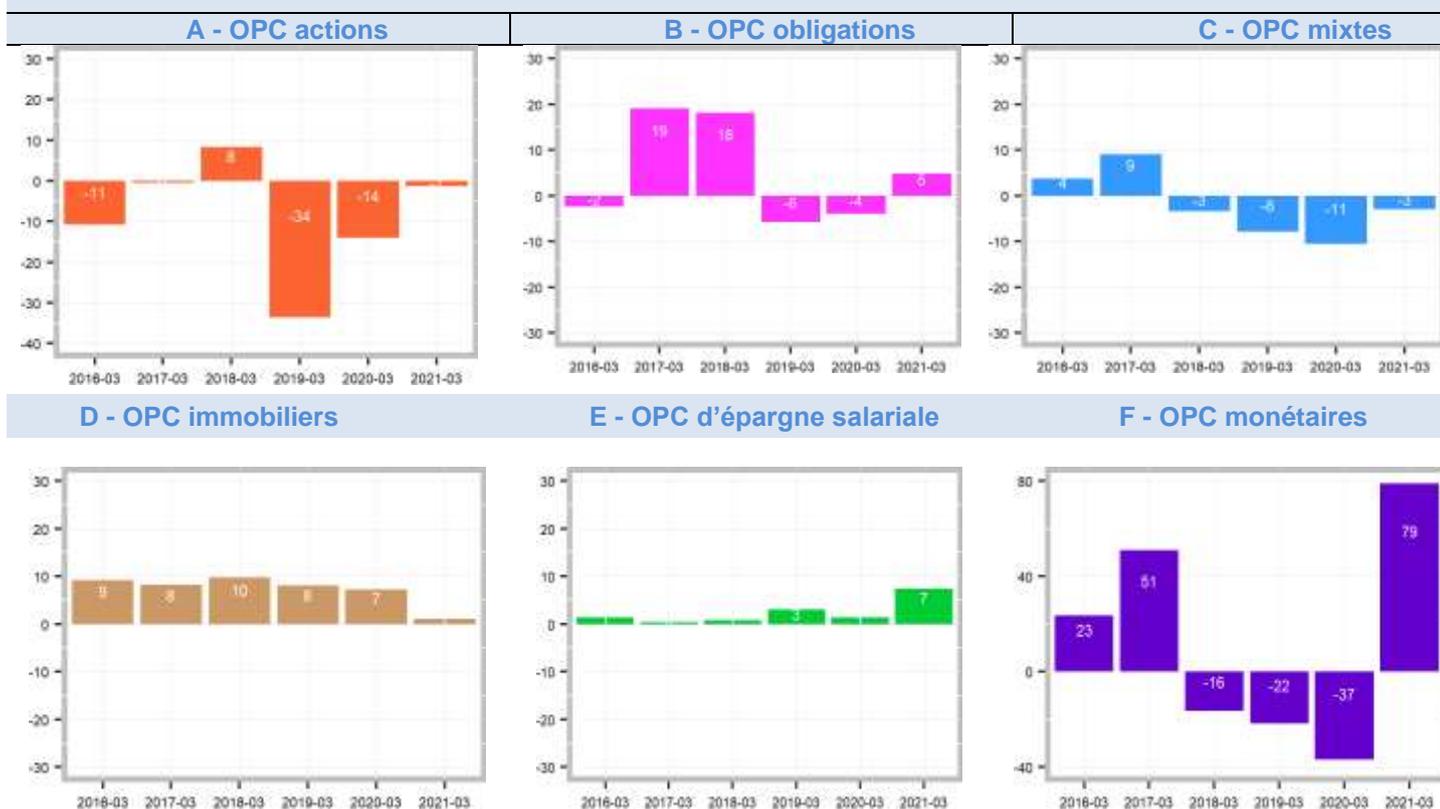
## Panorama financier des OPC<sup>1</sup> – France

1<sup>er</sup> trimestre 2021

### Décollecte des OPC au 1<sup>er</sup> trimestre

- Au 1<sup>er</sup> trimestre 2021** : Les OPC monétaires enregistrent une décollecte de 13 milliards (Cf. tableau 2) au T1 2021 après la collecte record de 80 milliards observée sur l'année 2020 (graphique G1). Ces retraits proviennent principalement des opérations des investisseurs résidents (- 10 milliards) et plus particulièrement des sociétés non financières (- 6 milliards). En réponse à ces retraits, les fonds ont réduit leurs actifs liquides, fortement privilégiés en 2020, à hauteur de - 11 milliards pour les dépôts et - 9 milliards pour les titres de créances court terme, au bénéfice des titres de créances de maturités supérieures à 1 an (+ 6 milliards). Les OPC non monétaires affichent une décollecte de 4 milliards (Cf. tableau 2) succédant à une collecte de 5 milliards sur l'année 2020, principalement du fait d'opérations sur titres des banques (IFM) résidentes qui en cèdent notamment pour 11 milliards. Pour répondre à cette décollecte, les fonds ont ajusté leurs placements en cédant, à l'actif de leur bilan, notamment les titres émis par les résidents (à hauteur de 10 milliards).
- Sur un an glissant** : Les OPC monétaires collectent 79 milliards (72 milliards en données consolidées). Cet afflux de liquidité s'investit sur les titres des résidents (+ 37 milliards, Cf. tableau 2). Plus particulièrement la forte collecte bénéficie aux titres de créance à court terme (+ 48 milliards) et reste aussi en partie en attente d'allocation, les dépôts et placements nets s'affichant en hausse de 28 milliards. Côté investisseurs, les sociétés non financières résidentes constituent les principaux souscripteurs de fonds monétaires (+ 32 milliards). Les OPC non monétaires enregistrent des souscriptions nettes de 8 milliards (Cf. tableau p.2) provenant principalement des fonds d'épargne salariale (+ 7 milliards) et des fonds obligations (+ 5 milliards) (cf. G1). Les investisseurs sont principalement résidents (+ 10 milliards). Côté placements, les titres émis par les OPC non monétaires sont privilégiés (+ 12 milliards) au détriment de ceux émis par les IFM (- 7 milliards).

G1. Souscriptions nettes par catégories d'OPC (Flux - 12 mois glissants – Mds €)



<sup>1</sup> Organismes de placement collectif



## Placements et détention des OPC

(en milliards d'euros)

Placements		Flux nets (a)		Encours Part (%)		Investisseurs	Flux nets (a)		Encours Part (%)	
		2020T4	4 trim. glissants	2020T4			2020T4 (g)	4 trim. glissants	2020T4	
<b>OPC non monétaires</b>	<b>Total</b>	<b>-4</b>	<b>8</b>	<b>1 371</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>-4</b>	<b>8</b>	<b>1 371</b>	<b>100%</b>
<b>par type d'instrument</b>	Titres de créance CT	0	-4	22	2%	<b>Résidents</b>	<b>-3</b>	<b>10</b>	<b>1242</b>	<b>91%</b>
	Titres de créance LT	2	0	372	27%	Sociétés d'assurance	0	4	530	39%
	Actions	-2	7	527	38%	Ménages (yc ISBLSM)	2	9	286	21%
	Titres d'OPC	-3	8	334	24%	OPC non monétaires	1	5	157	11%
	Actifs immobiliers	0	4	90	7%	Administrations publiques	1	-6	155	11%
	Dépôts et autres placements nets (b)	0	-8	26	2%	IFM	-11	-9	47	3%
<b>par zone géographique (c)</b>	Résidents	-10	1	604	48%	Sociétés non financières	5	5	58	4%
	Non-résidents Zone euro	5	2	420	33%	Autres institutions financières	-1	2	9	1%
	Non-résidents hors Zone euro	1	8	230	18%					
<b>par secteur émetteur (c)</b>	Sociétés non financières et divers (d)	-2	5	624	50%	<b>Non-résidents Zone euro</b>	<b>-2</b>	<b>-5</b>	<b>104</b>	<b>8%</b>
	IFM	-4	-7	160	13%	IFM	-3	-6	89	6%
	Administrations publiques	-2	-4	103	8%	Non IFM	1	1	15	1%
	Autres (e)	4	17	367	29%	<b>Non-résidents hors Zone euro</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>24</b>	<b>2%</b>
	dont titres d'OPC non monétaires	2	12	270	22%					
<b>OPC monétaires (f)</b>	<b>Total</b>	<b>-13</b>	<b>72</b>	<b>360</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>-13</b>	<b>72</b>	<b>360</b>	<b>100%</b>
<b>par type d'instrument</b>	Titres de créance CT	-9	48	209	58%	<b>Résidents</b>	<b>-10</b>	<b>51</b>	<b>287</b>	<b>80%</b>
	Titres de créance LT	6	-5	71	20%	Sociétés d'assurance	2	2	101	28%
	Titres d'OPC	0	1	2	0%	Sociétés non financières	-6	32	82	23%
	Dépôts et autres placements nets (b)	-11	28	80	22%	OPC non monétaires	-6	-4	62	17%
<b>par zone géographique (c)</b>	Résidents	4	37	133	48%	Ménages (yc ISBLSM)	0	0	4	1%
	Non-résidents Zone euro	-6	-2	82	29%	Administrations publiques	-3	3	13	3%
	Non-résidents hors Zone euro	-1	9	66	23%	Etablissements de crédit	3	5	8	2%
<b>par secteur émetteur (c)</b>	Etablissements de crédit	2	23	172	61%	Autres institutions financières	0	13	18	5%
	Sociétés non financières et divers (d)	2	3	63	23%	<b>Non-résidents Zone euro</b>	<b>-1</b>	<b>12</b>	<b>61</b>	<b>17%</b>
	Autres (e)	-1	-2	20	7%	IFM	1	10	56	15%
	Administrations publiques	-5	20	25	9%	Non IFM	-2	2	6	2%
					<b>Non-résidents hors Zone euro</b>	<b>-2</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>3%</b>	

Note: en raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France

(a) Variation d'encours pour les OPC monétaires

(b) Les dépôts et autres placements nets incluent les produits dérivés, les actifs non financiers et les autres créances, ces postes étant nets des engagements divers du passif

(c) Hors dépôts, autres placements nets et actifs immobiliers; part calculée sur le total du portefeuille titres

(d) Les divers ajoutés aux SNF sont constitués d'institutions financières diverses du reste du monde (non IFM, tels que des entreprises d'assurance)

(e) Autres : OPC non monétaires, assurances et autres Institutions Financières

(f) Données consolidées : l'encours consolidé des OPC monétaires exclut la détention de titres des OPC monétaires résidents.

(g) Les données du trimestre par secteur investisseurs sont provisoires et révisées le trimestre suivant.